

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 11 Juillet 2004

Oui, mais comment ?

Oui, un monde plus juste, un environnement préservé, une société du temps libéré, c'est possible.

Beaucoup de citoyens, pris individuellement, en sont convaincus.

Mais aucune force politique ne fait aujourd'hui la synthèse entre la question écologique, la question altermondialiste, et la question sociale.

Les responsables politiques sont dominés par des impératifs électoraux, à court terme, et ne peuvent se payer le luxe de positions impopulaires. Beaucoup, par précaution, cultivent l'ambiguïté : « on ne sort de l'ambiguïté qu'à son propre détriment », disait François Mitterrand. Beaucoup sont prisonniers, sans parfois même en être conscients, d'une « pensée unique » paresseuse, martelée à longueur de journée par une presse (écrite ou parlée) de plus en plus uniforme, aux mains de quelques puissants. « Il n'y a pas d'alternative », disait Margaret Thatcher, du temps de Reagan. Le terrain avait été préparé de longue date par tout un travail idéologique, inspiré par des théoriciens de l'université de Chicago, comme le montre bien l'ouvrage de Serge Halimi, « le grand bond en arrière » (Fayard, 2004).

La politique, ça ne peut pas, ça ne doit pas se limiter au spectacle des démêlés du petit Nicolas avec le grand Jacques, ou de la compétition entre Dominique et Laurent. Ni à la petite cuisine de petits boutiquiers qui gèrent leur petite carrière.

La démocratie a été confisquée, les privilèges ont été reconstitués, notre planète est malade. Il nous faut **réinventer**, pour notre temps, la liberté (qui s'arrête aux portes de l'entreprise), l'égalité (o combien bafouée, entre les différents peuples, et au sein de chacune des nations), la fraternité (alors que partout la violence, et d'abord la violence économique, gagne du terrain). Il nous faut inventer un mode de vie qui préserve pour nos descendants la possibilité de vivre à leur tour heureux sur cette Terre fragile. Nous sommes à bien des égards confronté à un **défi** intellectuel qui s'apparente à celui qu'ont relevé, au XVIII ème siècle, avec le succès que l'on sait, les Encyclopédistes.

L'association ATTAC s'est fixé l'ambitieux objectif de relever ce défi.

Mouvement d'éducation populaire, lieu de débats, force de proposition, ATTAC est tout cela, parce qu'elle s'est fixé comme règle de ne pas participer aux élections.

Comme l'indique la plate-forme de l'association : « **il s'agit tout simplement de se réappropriier ensemble l'avenir de notre monde** ».

Nous avons besoin d'ATTAC !

Bonnes nouvelles :

L'ex-milice gouvernementale (responsable des atrocités commises pendant les dix années de guerre 1991-2001) est jugée en Sierra-Leone *Le Monde 10 juin*

Un téléphone rouge sera établi entre l'Inde et le Pakistan, l'une et l'autre disposant de la bombe atomique, « afin d'empêcher les malentendus et de réduire les risques liés aux questions nucléaires ». *Le Monde 22 juin*

A Bombay, une scientifique a construit une machine par laquelle elle fait entrer du plastique par un bout et il en ressort du pétrole. (*Complément d'enquête, lundi 14 juin, sur France 2*)

Energie :

Fin du pétrole : Selon Total, la production de pétrole culminera vers 2025. Démonstration : « la fourchette oscille entre 2005-2010 pour les plus pessimistes, 2020-2030 pour les plus optimistes », écrit le directeur général de la branche gaz-électricité du groupe. « Notre position, dans le groupe, privilégie l'hypothèse d'un pic à l'horizon 2020-2030. » *Et voilà ! Dormez tranquilles, braves gens !* *Le Monde 19 juin*

Pétrole et géopolitique : La Russie veut se donner les moyens de vendre le plus d'hydrocarbures possibles. Ses riches réserves (6% des réserves mondiales) contribuent au silence prudent des Occidentaux sur le glissement autoritaire du régime russe et sur la guerre en Tchétchénie. *Le Monde 19 juin*

Dick Cheney, vice-président des Etats-Unis, est accusé d'avoir favorisé en 2002, pour l'obtention de contrats relatifs au pétrole irakien, la société Halliburton, dont il était le PDG jusqu'en août 2000. *Le Monde 17 juin*

Au Venezuela, l'un des trois principaux fournisseurs de pétrole des Etats-Unis, l'opposition ne désarme pas et obtient la convocation d'un référendum (pour renverser le président de gauche élu, Chavez, « coupable » de mettre en œuvre une réforme agraire au profit des plus déshérités). *Le Monde 5 juin*

L'argent du pétrole se fait attendre au Tchad. 30 millions de dollars sont bloqués sur un compte séquestre à Londres.

L'action du gouvernement est placée sous l'étroite surveillance de la Banque mondiale et du groupe d'experts indépendants qu'elle a mis en place pour assurer le suivi du projet pétrolier Tchad-Cameroun. 10 % des recettes doivent être déposées sur un compte « pour les générations futures ». 80 % du reste doivent être investis dans les secteurs prioritaires –éducation, santé, accès à l'eau et développement rural-, tandis que 15 % sont destinés au fonctionnement de l'Etat et 5% à la région productrice. *Le Monde 2 juin*

Energie nucléaire : Pour certains, la solution pour remplacer les énergies fossiles promises à l'épuisement prochain et responsables de l'effet de serre se trouve dans l'énergie nucléaire. Benjamin Dessus (président de Global Chance), Gustave Massiah (président du Centre de recherche et d'information pour le développement) et Jean-Pascal van Ypersele font observer que, pour satisfaire la demande (sans chercher à la contenir par des économies d'énergie), il faudrait construire chaque année l'équivalent du parc nucléaire mondial actuel (400 centrales environ), et multiplier par 15 la production d'uranium, alors que les réserves connues sont limitées à une petite cinquantaine d'années au rythme actuel de consommation ... *Le Monde 10 juin*

Eoliennes : l'Europe représente 74 % de la puissance totale installée dans le monde ; mais au sein de l'Europe, la France est singulièrement à la traîne : pour 1000 habitants, la puissance installée, en kw, est la suivante :

Danemark 586,8 ; Allemagne 178, 1 ; Espagne 162,7 ; viennent ensuite les Pays-Bas, l'Autriche, le Luxembourg, l'Irlande, la Suède, la Grèce, le Portugal, l'Italie, la Grande-Bretagne, la Finlande, la Belgique, puis enfin la France : 4,3.

La région Midi-Pyrénées arrive en tête, avec une puissance totale installée de 23,6 MW ; suivie de la Bretagne, 21 MW ; du Nord-Pas-de-Calais, 21,33 ; des Pays de la Loire, 19,5 ; de la Picardie 15,5 (total France 274 MW) *Le Monde 20-21 juin*

Environnement

L'idée d'une organisation des Nations unies pour l'environnement a été lancée par J. Chirac au sommet de Johannesburg. Elle a été relancée par la France cette année. Un groupe de travail a été créé en février. Il compte maintenant 26 pays parmi lesquels la Chine, l'Inde et le Brésil, qui se sont réunis pour la première fois au niveau ministériel. « A ce stade, les Américains sont contre ce projet, parce c'est du multilatéralisme et qu'il concerne l'environnement. Les pays en développement sont partagés, les pays africains sont plutôt pour. Par contre, les

grands pays émergents y voient un risque de frein à leur développement. Excepté la Chine, très préoccupée par ces questions », explique un diplomate français.

Le Monde 9 juin

Le réchauffement de l'Arctique fait reculer les banquises et menace le mode de vie des Inuits. *Le Monde 16 juin*

Alimentation

Dans son rapport annuel, la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) regrette que la recherche biotechnologique soit largement dominée par le secteur privé multinational. Les dix premières compagnies transnationales spécialisées dépensent chacune près de 3 milliards de dollars en recherche-développement. Par comparaison, le Brésil, la Chine et l'Inde investissent à peine un demi-milliard par an. Un rapport de forces qui n'a guère de chance de tourner de sitôt à l'avantage des sous-alimentés. *Le Monde 16 juin*

La XI^{ème} conférence de la Cnuced (conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement) s'est ouverte le 14 juin à Sao Paulo. Kofi Annan a demandé que les subventions agricoles du monde industrialisé soient éliminées, ou du moins fortement réduites. *Le Monde 16 juin*

Monde :

Etats-Unis : La France a voté la résolution de l'ONU sur l'Irak, qui prévoit le transfert de souveraineté au 30 juin au gouvernement provisoire, et se félicite d'un « retour au droit international ». Le bilan de l'équipée en Irak est catastrophique pour les Etats-Unis, dont le crédit s'est effondré dans le monde, et en particulier dans le monde arabe. L'extrémisme islamique sort renforcé.

Le rejet des règles du droit et des valeurs universelles qui les sous-tendent, et le recours à des méthodes barbares ont été une manne pour Al-Qaida et ses alliés. Les politiques adoptées en vue de rendre les Etats-Unis plus sûrs contre le terrorisme les ont, en fait, rendus plus vulnérables (Reed Brody, Human Rights Watch)

Le Monde 20-21 juin

Pour le consommateur américain, faire le plein d'essence lui coûte maintenant près de 30 % de plus qu'en janvier.

Le Monde 22 juin

Depuis trois ans, le partage de la valeur ajoutée est nettement en faveur du capital, au détriment du travail.

Le Monde 22 juin

82 millions d'Etats-Uniens sont privés d'assurance maladie.

Le Monde 20-21 juin

Mexique : La multiplication des enlèvements contre rançon (3000 en 2003) provoque une véritable psychose à Mexico.

Le Monde 22 juin

Europe : Elections européennes : le débat escamoté

Plus de la moitié de la législation française est d'origine européenne, et cette proportion ne cesse de croître. Qu'il s'agisse de l'énergie, des transports, de l'environnement, la réglementation européenne a une forte incidence sur notre vie quotidienne.

Consacrant la suprématie du droit européen, le conseil constitutionnel s'interdit désormais de juger la constitutionnalité d'une loi transposant en droit interne une directive européenne (mais il se réserve le droit de censurer une loi de transposition « en raison d'une disposition expresse contraire de la Constitution », quand même). (*Cette décision, prise avant les élections européennes, n'a été rendue publique qu'après...*)

Les élections européennes devraient donc être considérées comme les **élections principales**, elles auraient du être précédés par un débat intense, au niveau européen, entre les différentes forces politiques, sur les politiques à mener pour les prochaines années.

Or, force est de constater, avec Charles Pasqua : « je n'ai jamais vu une campagne comme celle-là. Il n'y a pas de débat, aucun effort n'a été fait pour expliquer cette élection européenne et tout le monde s'en fout ». *Le Monde 9 juin*

La campagne s'est réduite à une semaine, il n'y a eu que de rares débats à la télévision, la « communication » politique s'est surtout faite par des spots télévisés indigestes et répétés. Alors que le fonctionnement des institutions européennes, entre la Commission, le Conseil des ministres et le Parlement est très mal connu : qui sait par exemple que le Parlement doit approuver la désignation du Président de la Commission ? Il n'y a pas eu de débat européen, mais une **juxtaposition de débats nationaux**, avec une confusion entretenue sur les enjeux (« sanctionner le gouvernement »). Les forces politiques, à l'heureuse exception des Verts, ne sont pas organisées à l'échelle européenne. Les groupes parlementaires au Parlement européen sont mal connus (qui sait ce qu'est le PPE-DE : parti démocrate européen-démocrates européens ? *il s'agit de la droite*), et sont très divisés (quoi de commun, au sein du « parti socialiste européen », entre le parti travailliste britannique, qui ne

veut surtout pas que l'Europe s'occupe de législation sociale, et les socialistes français qui font campagne sur ce thème ?). Des accords contre nature ont entretenu la confusion : le PPE-DE et le PSE avaient conclu un « accord technique » pour se partager, deux ans chacun, la présidence du Parlement européen (les socialistes français ne veulent plus reconduire ces errements).

Le projet de **traité constitutionnel** a mis en évidence les différences béantes au sein de la droite (entre la très libérale UDF, et l'UMP, favorables au projet, et le MPF souverainiste de Philippe de Villiers, qui visait à capter les voix de l'extrême-droite), et de la gauche (entre le PC, opposée au projet qui grave dans le marbre l'orientation libérale actuelle, et le PS et les Verts qui avaient choisi de passer ce sujet sous silence pour masquer leurs divisions). Et comme pour montrer le peu de cas qu'ils faisaient du Parlement européen, les chefs d'Etat et de gouvernement se sont mis d'accord, juste après les élections, sur un texte. Le champ des décisions prises à la majorité qualifiée (55% des Etats représentant 65% de la population) a été étendu, mais en matière sociale et fiscale, à la demande des Britanniques, la règle de l'unanimité (et donc l'impuissance) est maintenue.

Il reste que **ce traité devra être approuvé** par les différentes nations de l'Union européenne, et que cette approbation est **loin d'être acquise**. La veille des élections, Michel Rocard, Pierre Larroustourou, et Stéphane Hessel publiaient l'appel suivant: « Si l'on ne veut pas que le non l'emporte aux référendums de ratification, si l'on ne veut pas que l'Europe se disloque ou devienne une zone de libre-échange sans puissance politique, il faut d'urgence inclure dans la constitution un vrai complément social.

Le traité de Maastricht comportait cinq critères contraignants (un déficit inférieur à 3% du PIB ; une dette inférieure à 60%). Nous proposons cinq critères pour l'Europe sociale : un emploi pour tous (taux de chômage inférieur à 5%) ; une société solidaire (taux de pauvreté inférieur à 5%) ; un toit pour chacun (taux de mal-logés inférieur à 3%) ; l'égalité des chances (taux d'illettrisme à l'âge de 10 ans inférieur à 3%) ; une réelle solidarité avec le Sud (aide publique au développement supérieure à 1% du PIB). » Parmi les signataires de la pétition en faveur d'un vrai traité de l'Europe sociale figurent Jacques Delors, Bronislaw Geremek, José Bové, Enrique Baron Crespo (président du groupe socialiste au Parlement européen), Susan George, Antonio Guterres (président de l'internationale socialiste), Elio Di Rupo (président du PS belge), Bruno Trentin (CGIL), René Passet, ...

Le Monde 9 juin

Le parlement européen pourra-t-il se saisir de la question ?

Faut-il accueillir la **Turquie** dans l'Europe ? Avec d'évidentes arrière-pensées, Philippe de Villiers a fait de cette question l'un des axes de sa campagne. Tout aussi démagogique, l'UMP (en opposition sur ce point avec le gouvernement... !) et l'UDF se sont prononcés contre la possibilité d'accueillir un jour la Turquie dans l'Union. Faut-il rappeler que la Turquie est un Etat laïque, qui a accordé le droit de vote aux femmes dès 1934 (les Françaises auront dû attendre 1945) ? Toujours est-il que lors de leur réunion du 18 juin, les chefs d'Etat et de gouvernement ont réaffirmé que les négociations avec la Turquie s'ouvriront sans délai.

Les élections européennes se sont soldées par une débâcle sans précédent des gouvernements en place, et ont été marquées par un taux d'abstention record (57% en moyenne pour les 25), et encore plus fort chez les 10 nouveaux entrants (74% !). Nul doute qu'il faut voir là un cinglant **désaveu de l'Europe libérale**. Aucune majorité claire ne se dégage du nouveau parlement, qui reste cependant dominé par la droite. François Bayrou cherche à constituer un groupe « centriste », et Philippe de Villiers rêve de constituer un grand groupe souverainiste.

En France, le PS atteint son score le plus élevé (29%), loin devant l'UMP, qui s'effondre à 17%. L'UDF (que la création de l'UMP, décidée par Jacques Chirac, visait à faire disparaître) remporte un net succès avec 12%. Le Front National n'atteint pas 10%. Les Verts sont un peu déçus par leur score de 7%, le PC malgré une bonne campagne dépasse juste 5%. Philippe de Villiers atteint 7%, Charles Pasqua est éliminé.

Dans les **Hauts de Seine**, les scores sont les suivants : PS 23%, UMP 20%, UDF 15%, Verts 7%, FN 7%, MPF 6%, RPF 5% et PC 5%.

A **Montrouge** : PS 29%, UMP 14%, UDF 15% (seulement, alors que le maire est UDF), Verts 9% (un des plus hauts scores des Hauts de Seine), FN 6%, MPF 5%, PC 5%, Pasqua 4%, Corinne Lepage 4%, LCR-LO, 2,7%, Europaléatine 1,7%, Bernard Menez 1,2%.

A ce jour (25 mai), les Chefs d'Etat et de gouvernement n'ont pas réussi à s'entendre pour proposer au parlement le président de la Commission.

Information du consommateur : Avec la réglementation européenne qui entrera en vigueur le 12 juillet, les « jus de fruits » pourront incorporer du sucre dans la limite de 150 g par litre (sauf pour les jus de poire et de raisin). En France, on continuera cependant à ne rien ajouter car les consommateurs sont attachés à la qualité, et, de fait, on continuera à disposer de « pur jus ». Au consommateur de lire attentivement les étiquettes. Les

nutritionnistes recommandent de consommer le fruit, plus rassasiant que le jus, et de privilégier le jus sans sucre ajouté.

Le Monde 16 juin

Où conduit le dogmatisme libéral pour l'électricité : Grandes consommatrices d'énergie, les grandes entreprises expérimentent depuis près de quatre ans l'ouverture des marchés de l'électricité. A l'heure où beaucoup d'entre elles renégocient leurs contrats, elles déchantent : elles se voient imposer un prix unique de l'électricité en Europe, avec une augmentation du mégawatt de plus de 30% sur un an. Et la hausse va se poursuivre : plus de 25 % en 2005. La facture de la SNCF, troisième consommateur français derrière Eurodif et Arcelor, va augmenter de 40 % pour 2004.

En lançant l'ouverture des marchés électriques, Bruxelles a fait comme s'ils étaient des marchés parfaits. Or l'électricité ne se stocke pas. Les échanges entre pays, même limitrophes, sont extrêmement limités, voire inexistantes. En moins de cinq ans, les 200 fournisseurs locaux allemands ont disparu au profit de 4 groupes. Pour éviter des surcapacités qui auraient pu détériorer les prix, les fournisseurs se sont gardés de créer des unités de production ces dernières années. Du coup, l'offre européenne, jusque là abondante, est juste suffisante, et le moindre incident peut conduire à la rupture, comme c'est arrivé en Italie cet automne.

Le Monde 11 juin

L'Union des industries utilisatrices d'énergie, qui figurait parmi les plus chauds partisans de la libéralisation du marché de l'électricité (en clair la privatisation d'EDF), a rejoint le camp de ses détracteurs : dans un communiqué, elle dénonce la création d'un « marché hautement manipulable » par des producteurs qualifiés d' « oligopole de fait »

Politis 3 juin

Pollution. Lorsqu'on analyse les sédiments marins prélevés au hasard sur les côtes européennes, on trouve désormais un tiers de plastique !

Le Monde 16 juin

Devinettes : 1.-Quelle industrie a un taux de croissance de 30% à 40 % par an ? Informatique ? biotechnologie ? nucléaire ?

2.- Qui a dit : « s'en tenir au précepte que « les marchés savent mieux que les Etats » est, à certains égards, une naïveté ». (*réponses p. 7*)

France

Ecologie : de bons discours, mais les actes ne suivent pas : La France a fini par publier son **plan pour la réduction d'émission de CO2** (sans l'avoir soumis préalablement à consultation publique, contrairement à ce que prévoit la directive européenne). Sous la pression du ministère des finances (*merci M. Sarkozy*), les industries françaises les plus polluantes ne devront réduire leurs émissions que de **1,8% d'ici 2007**. « **Laxiste** », estiment Greenpeace, le WWF, et le Réseau action-climat. Politis, 17 juin 04

Le plan climat devrait être présenté avant le 14 juillet. Mais, au sujet des transports, qui sont pourtant l'une des principales sources de gaz à effet de serre (et dont les émissions ont crû de 17% entre 1990 et 2000), les mesures proposées par la mission interministérielle de l'effet de serre ont été écartées par les ministères des finances (*merci M. Sarkozy*) ou de l'équipement : pas question donc de s'en prendre à la voiture, pas question d'abaisser la vitesse sur autoroute de 130 à 120 km/heure, ou de brider les moteurs à la construction... *Le Monde 20-21 juin*
Serge Lepeltier, ministre de l'écologie, a annoncé la mise en place à partir du 1^{er} janvier 2005, d'une **taxe** pour les acheteurs de voitures émettant plus de 180 g de CO2. En revanche, les acheteurs de véhicules émettant moins de 140 g de CO2, ou équipés d'un filtre à particules, bénéficieront d'un crédit d'impôt. Ces mesures semblent encore en discussion au gouvernement.

Le Monde 23 juin

Parmi les villes qui connaissent la plus forte **pollution de l'air** en France : Aix-en-Provence, Toulon, Annemasse, Lyon, Valence, Grenoble, Avignon, Le Havre...

Le Monde 9 juin

30 000 décès anticipés seraient liés à la **pollution atmosphérique** urbaine, selon un rapport établi à la demande de trois ministères (santé, écologie, travail). Les particules émises par les **moteurs diesel**, en particulier, et l'ozone, sont parmi les accusés.

En réponse, le premier ministre présente un plan d'action, qui, doté d'un budget modeste, repousse la plupart des décisions à **plus tard**. Par exemple, à ... 2010 « l'adoption de normes européennes exigeantes pour les véhicules des particuliers », ou à 2005 l'adoption de mesures visant à réduire les expositions professionnelles à des agents connus depuis longtemps comme cancérigènes.

Commentaire de Dominique Belpomme, professeur de cancérologie et initiateur de l' « Appel de Paris » sur la pollution chimique : « pour réduire les émissions de particules diesel par les voitures, il faut mettre sur le marché des voitures non polluantes. Et encourager, pour le transport des marchandises, le transport par chemin de fer plutôt que par camion ». « Faire un plan Santé-environnement efficace suppose de reconsidérer les orientations de l'activité et de l'industrie ».

Le Monde 22 juin

Ecole et inégalités sociales: Le Haut Conseil de l'évaluation de l'école dénonce la façon dont se pratique l'orientation scolaire. « La pire chose qui puisse vous arriver dans le système éducatif actuel, c'est d'être orienté », résume son président, Christian Forestier, qui poursuit : « **Non seulement les conseils de classe ne corrigent pas les inégalités sociales, mais ils les accentuent** ». Ils ont en effet tendance à repêcher les enfants des familles les plus favorisées, ou « les mieux armées socialement pour résister aux avis de l'institution ». Enfin, les décisions d'orientation correspondent plus souvent à l'offre de formation qu'aux besoins des entreprises. C'est ainsi que les formations qui mènent aux métiers du bâtiment (qui ont du mal à recruter) sont vides, alors que des formations débouchant sur des professions à fort taux de chômage (en comptabilité, en secrétariat) continuent à accueillir des étudiants. 12 000 nouveaux étudiants s'inscrivent chaque année dans les filières sportives, alors que l'éducation nationale offre 800 postes par an.

Le Monde 11 juin

Emploi et délocalisations : Selon un rapport parlementaire (Max Roustan, député UMP), si entre 1990 et 2002 622 000 emplois ont été supprimés dans l'industrie française, celle-ci continue d'augmenter sa valeur ajoutée. La part de **l'emploi industriel** dans l'ensemble de la population active n'a cessé de diminuer, passant de 24 % en 1980 à 15,9% en 2002. Cette baisse « provient des gains de productivité des salariés dans l'industrie française, qui ont été parmi les plus élevés du monde, à raison de 4,1% par an depuis 1990. » « La montée en puissance de la Chine et de l'Inde n'est pas l'origine principale des difficultés de l'industrie française, sauf en quelques secteurs. Les investissements français à l'étranger sont infiniment plus importants en direction des Etats-Unis (40 milliards d'euros chaque année) et vers les autres pays de l'OCDE ». *Le Monde 9 juin*
La région de **Marseille** s'inquiète pour l'avenir de ses grands sites de production agroalimentaire. La fermeture des unités de Lustucru, à Arles, et de Nestlé, à Marseille, alimente la crainte de délocalisations.

Le Monde 2 juin

Renault étudie la possibilité d'externaliser ses services informatiques.

Le Monde 5 juin

Renault part à la conquête des pays émergents avec sa voiture à 5000 euros. Sa production de voitures sera ainsi répartie à l'horizon 2010 : 300 000 en Inde, Roumanie 200 000, Russie 60 000, Maroc 30 000. Le salaire horaire en **Roumanie** est 16 fois inférieur à celui de la France.

Le Monde 2 juin

Les salariés de Bosch, à Vénissieux, doivent se prononcer sur l'allongement de leur temps de travail « pour éviter un transfert du site en **République tchèque** ». CFDT et CGT ont signé un accord prévoyant d'effectuer une heure de plus par semaine, sans modification de salaire.

Le Monde 19 juin

« Le nouveau monde nous saute à la figure. L'Europe sera de plus en plus menacée par le déplacement de ses firmes et de ses capitaux, qui ne peuvent qu'être attirés vers les nouveaux horizons. Le corollaire de cet afflux massif des pays (aujourd'hui) riches vers les pays peuplés est le **retour d'un nouvel Etat régulateur**. Lui seul peut discipliner les marchés laissés à eux mêmes, organiser et faire accepter les transitions inévitables.

Mais encore faudrait-il qu'il trace des perspectives. Par exemple, pour relancer un vaste programme d'équipement énergétique, les géants démographiques (Brésil, Russie, Inde, Chine) ayant épuisé les réserves mondiales de pétrole d'ici 2050 –et peut-être avant. Par exemple, pour redéfinir une politique agricole maintenant que la PAC européenne est sur le point de mourir... Depuis vingt ans, le Commissariat général du **Plan** ne servait plus, il pourrait redevenir utile. »

Eric Le Boucher Le Monde 13-14 juin

(si même ce très libéral journaliste l'écrit !...)

Or : le Commissariat général du Plan est à la recherche d'une identité...Il semble limiter son ambition à établir des notes en urgence pour le Premier Ministre...Deux de ses 4 chefs de service l'ont quitté en une semaine...

Le Monde 2 juin

Social : Le nombre de Rmistes en hausse de 9,6% en un an.

Le Monde 22 juin

Environ 2% des jeunes de 18 à 30 ans sont syndiqués, tous syndicats confondus.

Le Monde 4 juin

Assurance-maladie : le plan de réforme de la sécu prévoit 10 milliards d'économies et 5 milliards de recettes d'ici à 2007. Il s'appuie sur une franchise de 1 euro par acte médical, la hausse du forfait hospitalier et un élargissement de l'assiette de la CSG : les patients supporteront l'essentiel de l'effort. Le ministre a surtout voulu éviter de fâcher les médecins libéraux...

Le Monde 12 juin

Logement : Le plan de rénovation urbaine élaboré par feu le ministre de la ville, qui était dirigé par Jean-Louis Borloo, vise à rénover en profondeur 163 quartiers du territoire français identifiés comme étant en complète déshérence et 500 autres qui se trouvent dans une situation presque aussi difficile. Il prévoit la destruction de 200 000 logements, la rénovation de 200 000 autres et la construction de 200 000 nouveaux. Pour cela, l'Etat a promis d'investir 2,5 milliards au cours de la période 2004-2008, aux côtés des organismes HLM, de la caisse des dépôts et consignations et des organismes du 1 % logement.

Pour sanctuariser ces budgets, l'agence nationale de la rénovation urbaine a été créée et les dotations annuelles de l'Etat ont été rendues incompressibles.

Le Monde 9 juin

La France des privilégiés : Les inspecteurs des finances désertent l'Etat. Sur les 398 recensés, plus des 2/3 travaillent dans le secteur privé. « Etrange situation de voir ces hommes, parvenus au sommet des principales banques et industries du pays, ne cessant de prôner pour les autres adaptation et flexibilité, mais conservant pour eux les protections de l'administration – beaucoup sont mis en disponibilité – tout en acceptant les stock-options. Comment compter, alors, sur eux pour lutter contre les excès d'un système, d'autant qu'ils s'offrent protection mutuelle, à travers leurs multiples réseaux, dans les moments difficiles ? (à propos du livre de Ghislaine Ottenheimer, les Intouchables)

Le Monde 9 juin

Nos exilés dorés, partis résider en Suisse pour échapper au fisc : François Dalle (L'Oréal), Philippe Hersant (presse), famille Defforey (Carrefour), Eric Peugeot, Dominique Pinault (distribution, luxe), Jean Taittinger (Champagne), ...

L'Express 24 mai

Presse : Serge Dassault, industriel de l'armement, maire UMP de Corbeil-essonne, rachète la Socpresse, empire de plus de 70 journaux Le Figaro, l'Express, l'Expansion, Presse Océan, L'étudiant, ...

Commentaires de Jean-Marie Charon, sociologue au CNRS « On en revient aux belles heures des grands industriels et des maîtres de forge ».

Le Monde 12 juin

et de Bertrand Poirot-Delpech : « La même semaine on a vu des syndicalistes condamnés pour des coupures de courant « insurrectionnelles », tandis qu'au nom de la logique boursière des grands groupes, et malgré l'existence de lois explicites en sens contraire, des industriels de l'armement dépendant largement des commandes d'Etat étaient autorisés par des « experts » à leur solde à faire main basse sur des dizaines d'organes de presse, libres à eux de supprimer les moins dociles, sous couvert de non-rentabilité.

La Résistance était à l'honneur, début juin. Ses rêves et ses acquis, eux, auront fait long feu. » *Le Monde 23 juin*

Ile-de-France

La hausse de la Carte orange devrait être décidée le 18 juin par le STIF (syndicat des transports de l'Ile-de-France, où la majorité reste détenue par les 17 représentants de l'Etat, jusqu'au 1^{er} janvier 2005). « Contre-productive et socialement injuste », estime Denis Baupin, adjoint (Verts) à la Mairie de Paris, « cette augmentation donnerait un signal négatif en faveur des transports collectifs ». Les 12 élus de gauche voteront contre.

Le Monde 17 juin

Le Conseil de Paris envisage de limiter la circulation des 4x4. Constatant que « ces véhicules émettent en moyenne près de quatre fois plus de CO2 que les voitures les moins polluantes », il a voté un vœu réclamant leur interdiction « en cas de pic de pollution dès le niveau 1 » (très courant à Paris). Il remarque en outre que « certains 4x4 consomment jusqu'à 23,9 litres de carburant aux 100 km. A l'heure où la raréfaction des ressources pétrolières génère conflits et augmentations des prix, cela est totalement irresponsable ».

Le Monde 10 juin 04

Le taux d'investissement pour les infrastructures de transport est aujourd'hui la moitié de ce qu'il était il y a trente ans. (Mme Idrac, présidente de la RATP). Denis Baupin (Verts), adjoint du maire de Paris, a proposé « qu'une partie des taxes sur l'essence » soit affectée au financement des infrastructures de transport

Devinette (réponses) : 1.- non, le solaire ! Le Japon et l'Allemagne sont les leaders de cette industrie. Plus de 10 000 emplois nouveaux ont créés en Allemagne, grâce au soutien du gouvernement (*et en France ?*). Les industriels s'attendent à voir la Chine envahir prochainement la fabrication de capteurs solaires, en s'appuyant sur un marché intérieur en plein développement.

2.- C'est le « Quotidien vespéral des marchés », autrement dit Le Monde, dans son éditorial du 19 juin ! (*il est toujours temps de s'en apercevoir !...*) L'édito se conclut par : « l'Etat ne retrouvera une légitimité que si, déjà, il remplit bien sa mission – éduquer, aider la recherche, créer un climat favorable aux affaires – (...) » *Et le social ?*

A lire sur Montbougé « , les réflexions démocratiques », ou les commentaires sur Montrouge Magazine N°57... (www.montbougé.net)

On peut aussi consulter le site <http://perso.wanadoo.fr/citoyens-a-montrouge> (et y lire notamment les anciens numéros, et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.